

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30955]

**19 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juillet 2017 modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux et notamment, l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2010 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

Considérant la nécessité pour l'Administration de disposer de l'indice socio-économique de chaque implantation pour pouvoir établir ces listes, conformément à l'article 4 du décret précité;

Considérant dès lors la nécessité d'établir, sans délai, le choix des variables déterminant les critères nécessaires à l'établissement de l'indice socio-économique de chaque implantation et la formule de calcul de l'indice composite l'exprimant;

Vu la proposition de l'équipe interuniversitaire et les justifications données par celle-ci relatives au choix des variables et à la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque implantation et secteur statistique, adressée le 30 septembre 2016 à la Ministre chargée de l'Éducation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances demandé en urgence motivée par l'article 4, dernier alinéa, du même décret précité qui dispose que, pour le 28 février 2017 au plus tard, le Gouvernement approuve pour la première fois les listes des établissements ou implantations susceptibles de bénéficier de l'encadrement différencié, donné le 14 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2017;

Vu le « test genre » du 16 juin 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'urgence, motivée par l'obligation que fixe le décret voté par le parlement le 5 juillet et sanctionné par le Gouvernement le 6 juillet 2017 de communiquer pour le 30 juin 2017 au plus tard le classement ainsi que les moyens complémentaires octroyés aux bénéficiaires du décret du 30 avril 2009 précité et la proximité de la fin d'année scolaire pour les établissements et les pouvoirs organisateurs qui doivent préparer la future rentrée scolaire, en connaissance des effectifs et budgets dont ils pourront bénéficier pour encadrer les élèves les plus défavorisés socio économiquement;

Vu l'avis du Conseil d'État 61.846/2 émis le 11 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Vu l'avis du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres Psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, donné le 30 mars 2017.

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le choix des variables visé à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité est fixée en annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 2.** La formule de calcul de l'indice composite visée à l'article 3 du même décret précité est fixée en annexe 2.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2010 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du même décret précité est abrogé.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

**ANNEXE 1<sup>re</sup>. — CHOIX DES VARIABLES**

1<sup>o</sup> Variable déterminant le revenu par habitant :

Revenu médian par unité de consommation (rev\_med)

2<sup>o</sup> Variables déterminant le niveau des diplômes :

Part des ménages dont le plus haut diplôme appartient à la CITE 5 ou la CITE 6 (etudes\_haut)

Part des ménages dont le plus haut diplôme appartient à la CITE 1 ou à la CITE 2 (etudes\_bas)

3<sup>o</sup> Variables déterminant le taux de chômage, le taux d'activité et le taux de bénéficiaires d'une aide sociale :

Part des personnes de plus de 18 ans ayant un travail dans les ménages (prop\_trav)

Part des ménages qui ont obtenu une aide sociale (aide\_sociale)

4° Variables déterminant les activités professionnelles :

Part des ouvriers parmi les personnes des ménages qui ont un travail (prop\_ouv)

Part des personnes travaillant dans le secteur tertiaire bas parmi les personnes des ménages qui ont un travail (prop\_ter)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

ANNEXE 2. — FORMULE DE CALCUL DE L'INDICE SOCIO-ECONOMIQUE DE CHAQUE IMPLANTATION, DE CHAQUE ETABLISSEMENT SCOLAIRE ET DE CHAQUE SECTEUR STATISTIQUE

L'indice socio-économique relatif à chaque implantation se calcule grâce à la formule et aux tableaux 1 et 2 ci-après construits à partir des données fournies principalement par la datawarehouse de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS).

Indice de l'implantation (du secteur statistique) =

$$\sum_{n=1}^7 \frac{(\text{Valeur\_de\_la\_Variable}_n - A_n)}{B_n} * C_n$$

Dans la formule ci-dessus, établie au moyen d'une analyse en composantes principales pondérée par le nombre d'élèves qui fréquentent chaque implantation,

\* n indique le numéro de la variable considérée au niveau de l'implantation ou du secteur statistique (7 variables),

\* An est la valeur moyenne de la variable n pour l'ensemble des implantations considérées, pour lesquels des données étaient disponibles lors de l'élaboration de la formule,

\* Bn est la valeur de dispersion (écart-type) de la distribution des valeurs de la variable n pour chacune des implantations considérées,

\* Cn est un coefficient qui attribue un poids à la variable n et qui résulte de l'analyse en composantes principales.

Tableau 1. — Valeur des différents paramètres de la formule de calcul de l'indice relatif à chaque implantation de l'enseignement fondamental ordinaire

	n	An	Bn	Cn
rev_med	1	233,42828	887,38061	+0,18255
prop_trav	2	63,54461	215,72368	+0,17908
prop_ouv	3	78,0248	103,51266	-0,17214
prop_ter	4	57,66289	127,03815	-0,16251
aide_sociale	5	0,47101	2,5369	-0,09268
etudes_haut	6	0,44226	2,60217	+0,17436
etudes_bas	7	0,1972	1,7994	-0,1754

Tableau 2. — Valeur des différents paramètres de la formule de calcul de l'indice relatif à chaque implantation de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice

	n	An	Bn	Cn
rev_med	1	234,98226	1523,3727	+0,16474
prop_trav	2	66,37056	335,2229	+0,16074
prop_ouv	3	76,82938	154,811	-0,15153
prop_ter	4	56,41955	197,3645	-0,15398
aide_sociale	5	0,1541	2,736	-0,14323
etudes_haut	6	0,40198	5,0338	+0,15795
etudes_bas	7	0,22442	3,4302	-0,16237

L'indice socio-économique relatif à chaque établissement scolaire résulte du calcul de la moyenne pondérée des indices socio-économiques des implantations qui le composent par le nombre d'élèves inscrits dans chacune de ces implantations.

L'indice socio-économique relatif à chaque secteur statistique se calcule grâce à la formule et au tableau 3 ci-après construits à partir des données fournies principalement par la datawarehouse de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS).

Indice du secteur statistique=

$$\sum_{n=1}^7 \frac{(Valeur\_de\_la\_Variable_n - A_n)}{B_n} * C_n$$

Dans la formule ci-dessus, établie au moyen d'une analyse en composantes principales pondérée par le nombre d'élèves domiciliés dans chaque secteur statistique,

\* n indique le numéro de la variable considérée au niveau du secteur statistique (7 variables),

\* An est la valeur moyenne de la variable n pour l'ensemble des secteurs statistiques considérés, pour lesquels des données étaient disponibles lors de l'élaboration de la formule,

\* Bn est la valeur de dispersion (écart-type) de la distribution des valeurs de la variable n pour chacun des secteurs statistiques considérés,

\* Cn est un coefficient qui attribue un poids à la variable n et qui résulte de l'analyse en composantes principales.

Tableau 3. — Valeur des différents paramètres de la formule de calcul de l'indice relatif à chaque secteur statistique

	n	An	Bn	Cn
rev_med	1	230,37885	642,72144	+0,17579
prop_trav	2	63,53711	157,58095	+0,17715
prop_ouv	3	79,56647	94,20415	-0,16256
prop_ter	4	59,05628	113,78253	-0,1521
aide_sociale	5	0,34221	1,13576	-0,14811
etudes_haut	6	0,41001	1,88341	+0,16475
etudes_bas	7	0,21737	1,29203	-0,17391

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30955]

**19 JULI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en van de formule voor de berekening van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juli 2017 tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2010 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

Overwegende dat de administratie moet kunnen beschikken over het socio-economische indexcijfer van elke vestiging, om die lijsten te kunnen opstellen, overeenkomstig artikel 4 van het voormelde decreet;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is de variabelen zonder verwijl te kiezen voor de bepaling van de criteria die noodzakelijk zijn voor het vaststellen van het socio-economische indexcijfer van elke vestiging en de formule voor de berekening van het ongelijksoortige indexcijfer waarmee het wordt uitgedrukt;

Gelet op het voorstel van het interuniversitaire team en op de verantwoording die het geeft betreffende de keuze van de variabelen en de formule voor de berekening van het socio-economische indexcijfer van elke vestiging en elke statistische sector, op 30 september 2016 gericht aan de Minister bevoegd voor Onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, dringend aangevraagd op grond van artikel 4, laatste lid, van hetzelfde voormelde decreet, dat bepaalt dat de Regering, voor uiterlijk 28 februari 2017, voor de eerste keer de lijsten van de inrichtingen of vestigingen goedkeurt die voor gedifferentieerde omkadering in aanmerking komen, dat op 14 maart 2017 werd gegeven;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2017;

Gelet op de “gendertest”, uitgevoerd op 16 juni 2017 met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, op grond van de verplichting, opgelegd door het decreet dat door het parlement op 5 juli 2017 werd aangenomen en door de Regering op 6 juli 2017 werd bekrachtigd, voor uiterlijk 30 juni 2017 de rangschikking alsook de aanvullende middelen die worden toegekend aan de begunstigden van het voormelde decreet van 30 april 2009 mee te delen, en omwille van het naderende einde van het schooljaar voor de inrichtingen en de inrichtende machten die het begin van het volgende schooljaar moeten voorbereiden met kennis van de personeelssterkte en de begroting die ze zullen kunnen genieten om de socio-economisch minst begunstigde leerlingen te omkaderen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.846/2, uitgebracht op 11 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van het Comité voor overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, gegeven op 30 maart 2017;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De keuze van de variabelen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt in bijlage 1 vastgesteld.

**Art. 2.** De formule voor de berekening van het in artikel 3 van hetzelfde voormelde decreet bedoelde ongelijksoortige indexcijfer wordt in bijlage 2 vastgesteld.

**Art. 3.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2010 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204142]

**29 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la certification des installateurs de systèmes d'épuration individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'article D.222bis/1, inséré par le décret du 19 janvier 2017;

Vu le Livre II, partie réglementaire, Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre IX du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 10 octobre 2016;

Vu l'avis 61376/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 22 septembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant l'avis d'AQUAWAL reçu le 27 octobre 2016;

Considérant l'avis du comité d'experts chargés de l'examen des dossiers d'agrément des systèmes d'épuration individuelle reçu le 8 novembre 2016;

Considérant l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau reçu le 15 novembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Livre II, partie réglementaire, Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre IX, du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une section 1<sup>re</sup>bis comportant les articles R.304-1 à R.304-13, rédigée comme suit :

« Section 1<sup>re</sup>bis. Certification d'installateurs de systèmes d'épuration individuelle